

MAURITANIE Mise à jour sur la sécurité alimentaire

Mars 2012

La sécurité alimentaire se dégrade dans l'est de la zone de cultures pluviales

Message clés

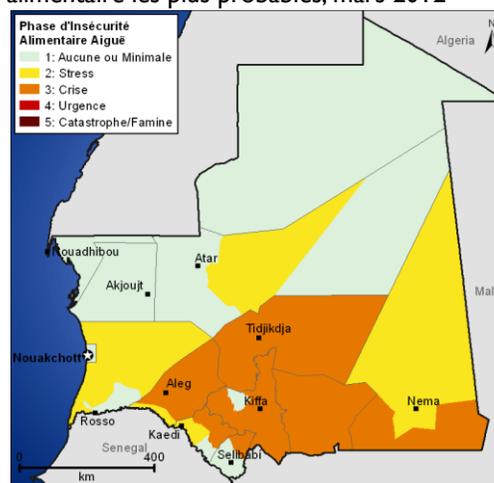
- Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et le gouvernement mauritanien, plus de 43 000 maliens sont arrivés en Mauritanie entre février et mars dans la *moughataa* de Bassikounou dans le sud de la zone de cultures pluviales.
- Aussi à Bassikounou, les ménages pauvres sont depuis janvier en IPC 2.0 Phase 3 : Crise due aux difficultés d'accès aux aliments et à l'eau. Selon l'enquête du PAM/Gouvernement de l'insécurité alimentaire, 37 pour cent de la population est en insécurité alimentaire sévère, la proportion la plus élevée des quatre dernières années.
- Contraintes à l'accès d'eau sont plus tôt et plus aiguës que d'habitude constituent un grand problème d'insécurité alimentaire. Dans les zones d'accueil des Réfugiés la quantité journalière d'eau disponible par tête est déjà passée de neuf litres à six. Dans les zones urbaines et périurbaines cette situation se matérialise par la hausse du prix de vente de l'eau par 50 pourcent.

Mise à jour des perspectives jusqu'à septembre 2012

En générale, les stocks familiaux des populations agricoles et agropastorales, qui en année typique couvrent une partie des besoins des ménages pauvres jusqu'en avril/mai, sont déjà épuisés depuis février. Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires importées avec des prix relativement stables, accusant parfois de légères baisses (pour le sorgho). Les importations du sorgho, du Mali, habituellement importantes entre octobre-décembre 2011, sont maintenant moins intenses. Les plus grands demandeurs de céréales sont les éleveurs qui vont se ravitailler directement au Mali et établissent des stocks dans des sites relais, le long des axes de transhumance. La concurrence des éleveurs en partance pour le Mali, qui occupent actuellement la zone de cultures pluviale et qui achètent de grosses quantités de sorgho comme aliment bétail, limite les flux de sorgho vers le reste du pays. La faible disponibilité en blé dans les marchés localisés de la zone fait que les achats portent essentiellement sur le sorgho.

Ce rapport est une mise à jour du rapport régional sur les perspectives de sécurité alimentaire de février 2012 qui estimait les conditions de la sécurité alimentaire entre janvier et septembre 2012. Le prochain Perspective sera réalisée courant avril pour la période d'avril à septembre 2012.

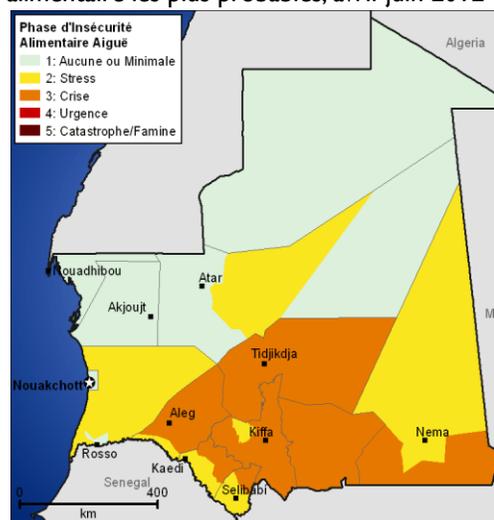
Figure 1. Carte des résultats de la sécurité alimentaire les plus probables, mars 2012



Source: FEWS NET

Pour davantage d'informations sur l'échelle de gravité de l'insécurité alimentaire du FEWS NET, prière consulter: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Figure 2. Carte des résultats de la sécurité alimentaire les plus probables, avril-juin 2012



Source: FEWS NET

Pourtant, l'approvisionnement en céréales de substitution (riz local ou importé et blé) est généralement important. Les prix des céréales sont relativement stables, avec une tendance à la baisse en mars par rapport au mois de février 2012 pour le sorgho (entre -7 à Boghé dans la zone de la vallée du fleuve et -45% à Tintane dans le sud de la zone agropastorale). Ces baisses localisées sont liées aux petites productions de décrue (*walo*, barrages et bas fonds) et aux déstockages des céréaliers maliens qui ont besoin d'écouler les petits stocks qui leur restent. La baisse du prix du sorgho étant ponctuelle, elle ne peut pas bloquer durablement la hausse du prix du blé sur lequel la demande est trop forte comme aliment de bétail et pour consommation humaine. Les marchés resteront bien approvisionnés en riz importé. Les prix des riz (local et importé) sont stables mais on s'attend à ce qu'ils soient en hausse dans les prochains mois ; la forte pression sur le blé et le sorgho devrait se traduire par la hausse des prix pour ces denrées et une substitution de la demande en riz même si ce dernier n'est pas utilisé comme aliment de bétail.

L'accès à l'eau constitue un grand problème d'insécurité alimentaire. Si dans les zones urbaines et périurbaines cette situation se matérialise par la hausse du prix de vente de l'eau. Le prix du bidon de 20 litres d'eau est passé de 20 à 30 MRO à Teichett (Moughata de Tjntane) et à Adel Bagrou (Moughataa d'Amourj) qui dispose d'un forage, le fût d'eau (200 litres) acheté par le vendeur d'eau à 100 MRO qui était revendu en janvier à 200 MRO au ménage qui ne dispose pas d'adduction d'eau est passé à 300 MRO depuis la mi-mars. Dans les zones rurales, les conditions d'accès sont dégradées. En année typique, à pareille période, les éleveurs recouraient aux puisards et les ménages pouvaient se procurer de l'eau localement ou au plus à moins de deux kilomètres de leur village. Actuellement, avec la forte concurrence des animaux locaux et des transhumants, les puisards sont obligés de parcourir plus de cinq kilomètres par jour pour atteindre les sources d'eau et de faire la queue pendant plus de huit heures pour arriver à remplir une dizaine de bidons de 20 litres. Ces augmentations et niveaux des prix et d'effort arrivent un mois plus tôt que d'habitude.

Le gouvernement a commencé l'application de son programme d'urgence. Après une phase d'identification des bénéficiaires à l'échelle du pays (109,850 ménages), la distribution gratuite de vivres a commencé et a couvert une bonne partie du mois mars. Le financement est suffisant pour mars et avril, mais le gouvernement n'a pas encore mobilisé les ressources nécessaires à la continuité du programme entre mai et septembre. Même avec l'assistance, dans la zone agropastorale et dans la zone de cultures pluviales les ménages pauvres n'arrivent plus à assurer leurs deux repas journaliers. *Le renouvellement des SAVS* et des boutiques de solidarité continue.

Le programme d'assistance aux éleveurs est également en cours. Cependant, le nombre des ménages récepteurs de l'assistance se déclare faible par la population locale ; l'importance des troupeaux ménagers fait que peu des ménages peut en profiter. Cette situation affecte surtout les éleveurs moyens et riches de la zone agropastorale qui avaient misé sur ce programme pour éviter des transhumances souvent trop coûteuses et très risquées vu que les conditions pastorales étaient médiocres dans les zones maliennes frontalières et qu'il fallait aller plus loin que d'habitude à l'intérieur du territoire malien.

Les stratégies adaptatives restent axées sur le renforcement de l'exode (départ de la famille en exode), le saut de repas (surtout dans l'Aftout et l'Affolé) et le recours aux emprunts. Dans les zones enclavées (Aftout, Affolé) le système d'approvisionnement des familles par les membres en exode se répand bien que les quantités envoyées soient moins importantes qu'en février. Malgré l'augmentation du nombre de migrants (2 à 3 membres par ménages) les apports saisonniers de l'exode sont jugés moins affectés que dans la zone pluviale.

Zone de cultures pluviales

Les hangars, cases et maisons fermés sont nombreux dans les villages de la zone de cultures pluviales. A Diégouéniaye, dans l'est de la zone de cultures pluviales, environ 30 pour cent des habitats sont fermés pour cause d'exode. L'exode des membres de famille dans ce période est normale, pourtant le degré de l'exode des familles entières n'est pas normale et signale de stress alimentaire. Le phénomène est observable dans toute la zone qui s'étend de l'est de la *moughataa* de Bassikounou jusqu'au sud de celle de Tintane.

Malgré l'augmentation du nombre de migrants (2 à 3 membres par ménages) les apports saisonniers de l'exode sont jugés, par les bénéficiaires (consultés en Teichett, arrondissement de Touil), peuvent être en baisse par rapport à ceux d'une année typique et à 2011 en raison de la baisse des opportunités de travail au Mali.

De plus, dans l'arrondissement de Fassala Néré l'afflux des réfugiés maliens (43,000 au 25 mars selon les différentes sources) a accentué le déséquilibre qui existait entre les disponibilités alimentaires locales et la demande. Les marchands locaux ne sont pas préparés pour pouvoir répondre à cette demande. Alors, même si les marchés en générale dans le pays sont bien approvisionnés en denrées alimentaires, dans la partie orientale de la zone de cultures pluviales qui englobe le sud de la moughataa de Nema et l'est de celle de Bassikounou, (arrondissement de Fassala Néré) qu'on constate une faible disponibilité de céréales importées et locales avec des prix très élevés (+ 40% pour les sorghos et 20% pour le riz) par rapport à la moughataa de Amourj voisine.

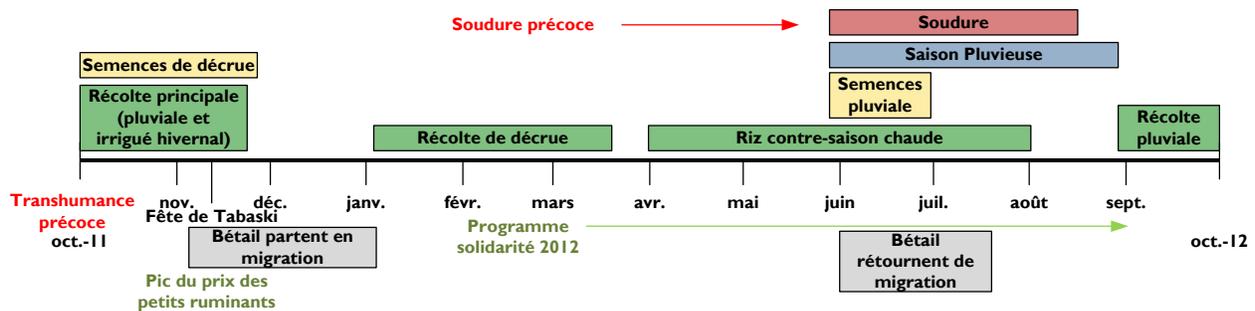
Les salaires journaliers qui étaient entre juillet/septembre 2011 à février 2012 50 pour cent supérieurs aux niveaux de 2010/11 sont retombés à leur ancien niveau. Au cours de l'année de production 2011/12, les revenus tirés du travail agricole (entre 5 et 20 pourcent des revenus annuels selon les zones et groupes de richesse) sont 50 pour cent environ de leur niveau typique.

Puis, entre février et mars, le nombre de jours de travail par semaine est tombé de 3 jours à 2 en raison de l'augmentation de la main d'œuvre causé par l'afflux des réfugiés et la conclusion des récoltes du *walo*. L'arrivée subite et massive de réfugiés maliens et l'insécurité croissante dans la région ont limité les possibilités d'accroissement des flux alors que la demande s'était accrue.

Pour la campagne agricole 2012/13, la concurrence des réfugiés dans l'est de la zone de cultures pluviales créera un sur offre de la main d'œuvre et une diminution, diminuant le salaire journalier de 1,000 MRO/jour en 2011/12 à 750 MRO/jour en 2012/13.

Les revenus saisonniers des ménages pauvres sont insuffisants pour couvrir leurs besoins en nourriture malgré la substitution au blé et au riz local. La baisse des revenus causée par la concurrence des réfugiés et la faiblesse des opportunités de travail fait que les ménages pauvres ont des difficultés à s'approvisionner dans un marché où l'offre en blé est nettement inférieure à la demande.

Calendrier de la campagne et des événements cruciaux



Source: FEWS NET